

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

BOTSWANA : FIN DE LA DEUXIÈME QUARANTAINE DE MOKGWEETSI MASISI

Le chef de l'Etat du Botswana Mokgweetsi Masisi, en quarantaine pour la deuxième fois en l'espace d'un mois, a reçu hier l'autorisation d'en sortir après avoir été testé négatif au nouveau coronavirus, a annoncé la présidence. "Le bureau du président souhaite informer le public que le directeur des services de santé a libéré son Excellence" Mokgweetsi Masisi et le vice-président Slumber Tsogwane de leur "quarantaine à domicile aujourd'hui 23 avril", a indiqué un communiqué.

LE NIGER REDOUTE DE NOUVELLES VIOLENCES

L'approche du ramadan fait craindre une flambée de violences au Niger, où des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes contre le couvre-feu et l'interdiction des prières collectives, décrétés pour lutter contre la propagation du coronavirus.

"Nous, on veut seulement prier dans nos mosquées, sans violences, rien de plus et nous sommes décidés à exercer ce droit religieux", menace un jeune commerçant d'un quartier populaire de Niamey

AFFAIRE SORO : "LES PROCÉDURES RESTENT EN COURS"

"Les procédures engagées par la justice ivoirienne restent en cours" dans l'affaire Guillaume Soro, a déclaré hier le porte-parole du gouvernement ivoirien, au lendemain d'une décision en sa défaveur de la Cour de justice panafricaine. "Le gouvernement n'a pas de commentaire à faire sur cette décision. Ce qu'il faut toutefois relever, c'est que les procédures engagées par la justice ivoirienne restent en cours", a déclaré dans un communiqué laconique Sidi Touré, déclinant tout autre commentaire.

Bissau : les pays ouest-africains adoubent Umaro Sissoco Embaló

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a reconnu Umaro Sissoco Embaló comme président de Guinée-Bissau. Toute chose qui vient mettre un terme à quatre mois de blocage post-électoral dans le petit pays ouest-africain abonné aux crises politiques. Ce long blocage était dû aux contestations de l'adversaire de M. Embaló au second tour de la présidentielle du 29 décembre, Domingos Simoes Pereira, chef du parti historique et majoritaire au Parlement.

Abonné aux coups d'Etat à répétition, depuis son indépendance en 1974, ce pays lusophone est dans une impasse, et la communauté internationale, à commencer par les pays africains, se sont jusqu'alors divisés sur le parti à prendre. "Face à la persistance de ce blocage et après analyse approfondie de la situation politique du pays, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao ont décidé de reconnaître la victoire de Monsieur Umaro Sissoco Embaló", dit, dans un communiqué publié hier, l'organisation régionale, médiatrice dans les crises chroniques.

Lors d'une visio-conférence sur le Covid-19 hier, c'est le président de la conférence des chefs d'Etat de la Cédéao, le Nigérien Mahamadou Issoufou, qui a "salué la présence parmi nous du président Umaro Sissoco Embaló". La Cédéao (15 Etats) demande dans ledit communiqué à M. Embaló de nommer un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement "au plus tard le 22 mai 2020".

Un dénouement qui fait suite à plusieurs péripéties. Ainsi, M. Embaló, ex-Premier ministre issu de l'opposition, a été déclaré vainqueur à plusieurs reprises par la commission nationale électorale. Il s'est autoproclamé président et s'est fait investir le 27 février. Il s'est ensuite installé au Palais présidentiel et a nommé un gouvernement, dirigé par son allié Nuno Gomes Nabiam, après avoir



La Cédéao règle la crise politique en Guinée-Bissau.

limogé le Premier ministre Aristides Gomes (PAIGC).

A noter que face aux tergiversations de la Cour suprême, après les recours introduits par M. Pereira, qui dénonçait des fraudes lors du scrutin et demandait un recomptage des bulletins, Umaro Sissoco Embaló est passé.

Le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC) de M. Pereira, qui domine la vie politique depuis 1974, avait investi un président intérimaire, le président de l'Assemblée nationale Cipriano Cas-

sama, mais celui-ci a renoncé, disant craindre pour sa sécurité. La Cédéao exprime dans ce même communiqué "la nécessité d'engager immédiatement la réforme relative à une nouvelle Constitution qui sera soumise à un référendum dans six mois".

Un jeune à la tête bien faite



Le nouveau président de Bissau, Umaro Sissoco Embaló.

J.O.
Libreville/Gabon

Le nouveau président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, est né le 23 septembre 1972 à Bissau. Peul musulman, de mère d'origine malienne et de père burkinabè, Umaro Sissoco Embaló est plutôt une tête bien faite. En effet, il est titulaire d'une

licence en relations internationales de l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques de l'Université technique de Lisbonne au Portugal, puis d'une maîtrise en sciences politiques à l'Institut d'étude internationale de Madrid en Espagne, avant de décrocher un doctorat en relations internationales. Il parle plusieurs langues dont le portugais, l'espagnol, le français

et l'arabe.

Général de brigade de réserve, il entre en politique en 2016. Il est surtout connu pour avoir été Premier ministre de son prédécesseur immédiat à la tête du pays, José Mario Vaz, du 18 novembre 2016 au 22 janvier 2018, date à laquelle il démissionne. Nommé par consensus suite à l'accord de Conakry, sa nomination est cependant contestée par le PAIGC. Menant à sa démission à la demande de la Cédéao.

Il est candidat à la présidentielle de novembre 2019. Durant la campagne, il estime que les forces armées nationales peuvent se substituer aux forces de la CEDEAO. Il arrive deuxième du premier tour. Après avoir rallié plusieurs candidats notamment le président sortant José Mario Vaz, il finit par l'emporter. Il avait reçu notamment les soutiens des présidents Muhammadu Buhari, Macky Sall et Denis Sassou-Nguesso. Marié, il est père de trois enfants.

Photo: DRY/L'Union

Photo: AFP/L'Union